

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher
49 bis, rue Laplace
41000 Blois

Blois, le 16/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



MINIER SAS

Bondrée
41100 NAVEIL

Références : 2022/708

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2022 dans l'établissement MINIER SAS implanté lieu-dit "Bondrée" 41100 NAVEIL. L'inspection a été annoncée le 09/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MINIER SAS
- Lieu-dit "Bondrée" 41100 NAVEIL
- Code AIOT dans GUN : 0010005360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière de Naveil lieu-dit "Bondrée" est une carrière de sable autorisée par les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 01-3385 du 03/08/2021.

La production annuelle maximale autorisée est de 100 000 tonnes avec une moyenne de 31200 tonnes.

L'échéance de l'autorisation est le 24 mars 2024.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conduite de l'exploitation, aménagements préliminaires et remise en état.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.4.D pour partie	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.1.A	/	Sans objet
Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.1.D	/	Sans objet
Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.4.B	/	Sans objet
Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.4.E	/	Sans objet
Remise en état	Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés le 12 mai 2022 n'ont pas mis en avant de non-respect des prescriptions examinées. Concernant la cote du carreau de la carrière fixée à 77 m NGF en moyenne, il est demandé à exploitant de préciser son relevé altimétrique pour justifier du respect de cette cote moyenne

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.1.A
Thème(s) : Information des tiers
Prescription contrôlée : Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Pas de non-respect constaté de la prescription.
Observations : Sur le portail d'accès à la carrière est présent un panneau mentionnant les informations requises.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.1.D
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : L'ensemble des merlons périphériques sera végétalisé par plantation d'herbacées locales dès leur mise en place. Elle sera renforcée si nécessaire aux périodes appropriées de l'année.
Constats : Pas de non-respect constaté de la prescription examinée.
Observations : Les merlons périphériques sont végétalisés
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.4.B
Thème(s) : Décapage des terrains
Prescription contrôlée : Aucune extraction n'aura lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. Le dépôt des horizons humifères n'aura pas une hauteur supérieure à 3 m pour lui conserver ses qualités agronomiques. Il sera stocké sous forme de merlon périphérique à la carrière.
Constats : Pas de non-respect constaté de la prescription.
Observations : Les parties dont l'extraction est envisagée ont fait l'objet d'un décapage préalable. Le décapage est réalisé sur le secteur permettant l'accès à la zone en chantier. Les stériles d'extraction ne sont pas mélangés aux horizons humifères, dont les dépôts présentent une hauteur de stockage inférieure à 3 mètres
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.4.D pour partie
Thème(s) : Extraction
Prescription contrôlée : [...] Le carreau de la carrière aura pour cote moyenne 77 m NGF. La majeure partie de l'exploitation sera conduite à sec. La partie la plus septentrionale de la carrière pourra être exploitée en eau. L'extraction aura lieu à une profondeur maximale de 6 m par rapport au niveau naturel des terrains.
Constats : L'exploitant doit compléter son plan d'exploitation, ou produire un complément à ce plan, avec l'indication de plusieurs points de niveau situés sur le carreau de la carrière de façon justifier que la cote moyenne du carreau fixée à 77 m NGF est respectée.
Observations : Sur le plan d'exploitation (mis à jour au 13/12/2021) 1 seul un point altimétrique se trouve sous la cote de 77 m NGF (74,6 m NGF). L'ensemble des autres points se trouvent à une altimétrie supérieure à 77 m NGF (minimum 78,2 m NGF) sans qu'il soit cependant possible d'identifier si le point de niveau se trouve en pied de talus, au niveau du carreau, ou en partie supérieure du talus. Par comparaison entre le niveau du point le plus bas porté sur le plan d'exploitation du 13/12/2021 et les cotes du TN figurant sur ce même plan, il ressort que la profondeur maximale d'extraction par rapport au niveau des terrains naturels ne dépasse pas 6 mètres
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.4.E
Thème(s) : Distance de recul - Protection des aménagements
Prescription contrôlée : Les abords de l'exploitation de carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêté, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur.
Constats : Pas de non-respect constaté de la prescription examinée.
Observations : Il a été constaté la présence d'une distance horizontale de 10 m entre le périmètre autorisé et les secteurs en exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2001, article III.7
Thème(s) : Remise en état
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit, conformément aux dispositions du code de l'environnement. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.
Constats : Pas de non-respect constaté de la prescription examinée.
Observations : Le secteur déjà réaménagé est remis en état agricole. L'ensemble du périmètre autorisé, constitué de 2 secteurs distincts, ne sera pas complètement exploité avant l'échéance de l'autorisation fixée au 24 mars 2024. Dans ce contexte, l'exploitant a déposé en préfecture le 25/02/2022 un dossier de demande d'autorisation environnementale pour obtenir le renouvellement partiel de l'autorisation (secteur Ouest non exploité) qui est en cour d'instruction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet